« Nous sommes là ! Nous sommes là ! ». Portant des tee-shirts « Non à l'excision » ou des banderoles « Halte aux tabous sur les violences sexuelles », les Mauritaniennes font entendre leur voix.

Clin d'oeil des autorités, la marche est encadrée par des policières. Zeinabou Mint Taleb Moussa est présidente de l'Association mauritanienne pour la santé de la mère et de l'enfant (AMSME). En 2011, son centre d'accueil a pris en charge 187 victimes de violences sexuelles.

« Le constat que nous voyons, c'est qu'il y a une progression, explique la présidente de l'AMSME. Tous les jours, il y a plusieurs cas. Je pense que cela peut être du au fait que les femmes ont trouvé une place pour se refugier, pour porter plainte ou être accompagnées. C'est déjà ça et cela peut être une certaine progression dans ce domaine de violence sexuelle ».

En effet, sans études sur ces violences, impossible d'en mesurer l'ampleur. Seul chiffre connu, le taux de pratiques des mutilations génitales qui touche 72% des Mauritaniennes.

Autre marcheuse, maître Fatimata Mbaye, présidente de l'Association mauritanienne des droits de l'homme (AMDH) : « La Mauritanie s'est dotée pratiquement de tous les textes protecteurs des droits de la femme.

Mais en réalité, dans la pratique, nous constatons qu'il y a un décalage entre l'assimilation de ces textes et le comportement quotidien des différents protagonistes dans le milieu proche de la femme.

C'est la raison pour laquelle les violences ont atteint aujourd'hui un pic dans la vie de la femme mauritanienne qui fait qu'aucune femme aujourd'hui ne doit et ne peut rester insensible à cette situation ».

Quelques hommes sont venus soutenir la marche, mais pas tous. Un passant désigne les policières : « Ce ne sont pas de bonnes Mauritaniennes. Elles devraient porter la melafa [voile], pas l'uniforme ». Le combat des marcheuses ne fait que commencer.

Source: allAfrica